COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 20 décembre 2013
(convocation du 9 décembre 2013)

Aujourd'hui Vendredi Vingt Décembre Deux Mil Treize à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle jusqu'à 10 h 05
Mme BOST Christine à M. DOUGADOS Daniel jusqu'à 10 h 05
M. BRON Jean-Charles à M. DUPRAT Christophe à partir de 12 h 15
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude à partir de 11 h 30
Mme FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien
M. GAUTE Jean-Michel à M. GAUZERE Jean-Marc à partir de 12 h 15
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard à partir de 12 h 00
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10 h 05 et à partir de 12 h 15
M. OLIVIER Michel à M. GALAN Jean-Claude
M. PUJOL Patrick à M. FLORIAN Nicolas
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle jusqu'à 10 h 05
M. SOUBABERE Pierre à M. TURON Jean-Pierre
Mme TERRAZA Brigitte à Mme DE FRANÇOIS Béatrice
M. AMBRY Stéphane à Mme BALLOT Chantal à partir de 12 h 00
M. ASSERAY Bruno à M. HURMIC Pierre à partir de 11 h 10
M. BONNIN Jean-Jacques à M. GARNIER Jean-Claude à partir de 11 h

M. BOUSQUET Ludovic à CAZENAVE Charles à partir de 12 h 20
Mme BREZILLON Anne à Mme DELATTRE Nathalie à partir de 12 h 15
Mme CAZALET Anne-Marie à M. DAVID Yohan
M. CAZENAVE Charles à Mme COLLET Brigitte jusqu'à 10 h 10
M. CHARRIER Alain à Mme EWANS Marie-Christine jusqu'à 10 h 00
Mlle DELTIPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard
M. EGRON Jean-François à M. MADRELLE Nicolas jusqu'à 10 h 05
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. GUICHOUX Jacques
M. JUNCA Bernard à M. QUANCARD Denis à partir de 12 h 25
M. MANGON Jacques à M. RAYNAL Franck
M. MAURIN Vincent à Mme MELLIER Claude
M. MOGA Alain à M. MILLET Thierry à partir de 12 h 25
M. PAILLART Vincent à M. FREYGEFOND Ludovic
M. POIGNONEC Michel à M. JOUBERT Jacques
M. RESPAUD Jacques à Mme DIEZ Martine jusqu'à 10 h 00
M. ROUVEYRE Matthieu à M. PEREZ Jean-Michel jusqu'à 10 h 15
Mme SAINT-ORICE Nicole à M. SOLARI Joël jusqu'à 10 h 20

EXCUSES :

Mme HAYE Isabelle

LA SEANCE EST OUVERTE

Indemnisation des commerçants victimes de préjudices du fait des travaux

Monsieur DAVID présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

I – La réalisation de travaux publics est susceptible de causer aux commerçants riverains directs des travaux des préjudices immatériels non consécutifs à des dommages matériels.

I – 1/ Ces dommages immatériels sont de deux types :

Ils peuvent prendre la forme :

- soit de troubles de voisinage (bruit, poussière),
- soit de « perturbations » dans l'accès aux immeubles riverains.

Ces perturbations peuvent quant à elles :

- affecter directement l'immeuble riverain occupé par le commerçant, en portant atteinte, voire en supprimant l'aisance de voirie qui lui est attachée et qui est considérée comme un élément du droit de propriété dont dispose le propriétaire dudit immeuble,
- affecter indirectement les conditions d'accès soit :
 - parce qu'elles se traduisent :
 - par une modification du sens de circulation de la voie publique de desserte,
 - par un allongement de parcours.
 - parce que les travaux vont modifier l'espace public contigu en supprimant, par exemple, des places de stationnement sur le domaine public.

I – 2/ Pour que ces dommages deviennent un préjudice réparable, encore faut-il :

- qu'ils puissent être imputés à la réalisation de ces travaux menés, sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine,
- et qu'ils puissent revêtir un caractère anormal et spécial dès lors que leur réparation relève d'un régime de responsabilité sans faute.

Or, c'est de l'interprétation de ces deux caractères que va naître ou non un droit à réparation sachant qu'il existe, pour le juge, un seuil de « normalité » en deçà duquel le riverain ne peut bénéficier d'aucune indemnité. Tel est le cas des conséquences du changement du sens de circulation des voiries, qui ne sont jamais indemnisables.

II – Pendant fort longtemps (de sa création aux années 2000), la Communauté urbaine a, par un rejet systématique des réclamations des commerçants qui lui étaient adressées, considéré que les conditions d'anormalité n'étaient pas remplies, s'en remettant à l'appréciation du juge et profitant d'une jurisprudence relativement sévère, ce dernier refusant de socialiser les risques et les conséquences indemnitaires des travaux publics satisfaisant, par hypothèse, l'intérêt général. À cet égard, les quelques procédures initiées pendant cette période (moins d'une dizaine), ont toujours débouché sur des jugements de rejet.

Avec la réalisation du tramway, compte tenu de la densité des travaux réalisés dans un périmètre relativement réduit, avec une forte densité de commerces, la Communauté urbaine a mis en place une structure d'instruction ad hoc, initialement placée sous l'autorité d'un magistrat de l'ordre judiciaire, aujourd'hui de l'ordre administratif. Cette commission produit un avis sur la recevabilité des réclamations des commerçants au vu des critères arrêtés par le Conseil de Communauté ainsi que sur le quantum de la réparation.

C'est sur le fondement de cet avis que le Président, bénéficiant d'une délégation de compétences en la matière, propose les termes d'un protocole d'accord, donnant le plus souvent satisfaction au demandeur.

La Commission d'indemnisation à l'amiable a été créée par une délibération du 26 mars 2010. Sur les travaux de la phase 1, elle a donné un avis favorable, suivi par le Président, à l'indemnisation de 270 dossiers, pour un montant de 10 383 065 euros. Pour la phase 2, toujours en centre-ville, ce sont 2 727 074 euros qui ont été attribués, pour 43 indemnisations.

Sur les travaux de la phase 3 du tramway, en zone urbaine moins dense, la commission a examiné 32 dossiers dont 15 ont fait l'objet d'une indemnisation, pour un montant de 247 578 euros, soit 16 500 euros en moyenne par dossier indemnisé (de 3 000 à 85 000 euros). Seuls les dossiers avec privation d'accès ont donné lieu à indemnisation.

III – Il apparaît souhaitable que le traitement de ce type de réclamation soit harmonisé pour les principaux types de travaux communautaires susceptibles de les générer.

En effet, pour un commerçant, les dommages immatériels peuvent être causés indifféremment par des travaux liés au tramway, par des travaux de voirie ou des travaux d'assainissement. Il apparaît donc logique que ce soit l'importance du dommage immatériel subi qui soit susceptible de générer une réparation et non la nature des travaux menés.

Ainsi, il s'agit d'étendre aux travaux de voirie et d'assainissement menés sous maîtrise d'ouvrage CUB, les conditions d'indemnisation établies par la commission d'indemnisation à l'amiable pour les seuls travaux du tramway. Comme pour les avis rendus par la CIA, cette appréciation prendra en considération l'état de la jurisprudence en la matière et s'effectuera dans le respect du principe général selon lequel une collectivité ne doit jamais exposer une somme qu'elle ne doit pas.

S'agissant des modalités d'instruction des dossiers, compte tenu du bilan des travaux menés depuis 2010, il est proposé d'élargir les compétences de la Commission d'Indemnisation Amiable, aujourd'hui réservées à l'examen des réclamations en relation avec les travaux du tramway, aux travaux de voirie et d'assainissement.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE l'intérêt d'étendre l'indemnisation des commerçants victimes de préjudices du fait de travaux sous maîtrise d'ouvrage de la CUB aux travaux de voirie et d'assainissement,

CONSIDERANT QUE la nécessité de revoir, en conséquence, le règlement intérieur de la Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial autorisée par la délibération n°2010/0131, règlement intérieur modifié par la délibération n°2012/0491 du 13 juillet 2012,

DECIDE

Article 1 :

De confier à la Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial (CIA) un rôle d'instruction des demandes d'indemnisation des préjudices commerciaux susceptibles d'être causés aux professionnels riverains des chantiers de voirie et d'assainissement menés sous maîtrise d'ouvrage CUB.

Article 2 :

De revoir en conséquence le règlement intérieur de la CIA afin d'intégrer cette nouvelle mission, qui aura des incidences sur l'objet de la commission (article 1), sa composition (article 2) et l'organisation de ses séances (article 4). Ce règlement intérieur sera soumis à l'approbation du Conseil lors d'une prochaine session.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 20 décembre 2013,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE 28 JANVIER 2014</p> <p>PUBLIÉ LE : 28 JANVIER 2014</p>

M. ALAIN DAVID